

Courrier Fédéral

N° 420

du 06.12.14 au 12.12.14



Adresse du site
de la FTM-CGT
<http://www.ftm-cgt.fr>



Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



■ EDITORIAL

La dette tue !

page 2

■ LUTTES ET SUCCES

page 6

■ DOSSIER

La sidérurgie
une filière d'avenir pour le développement industriel

pages 3 à 6

■ REVENDICATIF

Les états généraux du spatial

page 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins

L'éditorial

Sébastien SOLIGNAC,
membre du Comité exécutif fédéral



La dette tue !

Depuis plusieurs années, le problème de la dette des états revient cycliquement sur le devant de la scène. Le débat est souvent tronqué. Cette menace quasi divine est brandie par tous les gouvernements depuis 30 ans pour justifier leurs politiques d'austérité. La CGT s'est emparée du débat depuis longtemps et s'évertue à mettre à mal les contrevérités et autres illogismes martelés par l'immense majorité des politiques et des économistes.

Depuis la crise de 2008, les pays du Nord qui semblaient plus ou moins épargnés par les problèmes de dette, sont frappés de plein fouet. Il est complètement égocentrique de parler de la dette et de ses conséquences sans parler de la dette des pays du tiers-monde. Celle-ci étrangle les économies de nombreux pays pauvres et aggrave les problèmes de famine. Les dettes contractées par ces pays, en l'absence de consentement des populations qui n'en tirent souvent aucun bénéfice, servent surtout les intérêts de dictateurs ou des multinationales occidentales.

Certains pays du tiers-monde consacrent plus de 40% de leur budget aux remboursements de leurs dettes et surtout de leurs inacceptables intérêts. Les dépenses consacrées au remboursement de la dette sont alors plus importantes que celles de santé et d'éducation. Pays où l'on retrouve des taux de mortalité infantile effrayants.

Dès qu'un pays est contraint de stopper ses remboursements, le Fonds Monétaire International arrive en pompier financier. C'est un pompier pyromane qui s'octroie le contrôle de la politique économique de l'état endetté. Ces pays se retrouvent donc dans l'obligation d'emprunter à nouveau au FMI et à leurs amis banquiers. Mais c'est le FMI qui décide à quoi servira l'argent emprunté. Construire une autoroute qui relie l'usine de traitement de matières premières au port ou à l'aéroport (tous les deux déjà financés par le FMI), c'est oui ! Acheter des armes, c'est oui ! Par contre, construire des écoles, des hôpitaux ou des centrales de traitement des eaux, hors

de question ! Les pays en développement ont remboursé l'équivalent de 10 fois ce qu'ils devaient en 1980. Ils sont aujourd'hui 5 fois plus endettés. Entre 1985 et 2012, ils ont remboursé 61 milliards de dollars de plus que les sommes empruntées au cours de cette même période. La somme de l'aide publique au développement fournie par les pays industriels du Nord aux 122 pays du tiers-monde est près de 10 fois inférieure à la somme transférée par ces derniers, au titre du service de la dette aux banques occidentales. A se demander qui aide qui ?

La dette est une catastrophe pour les populations des pays les plus pauvres. Elle maintient dans la plus extrême pauvreté des régions entières du globe possédant pourtant d'importantes richesses matérielles et humaines. Elle est la conséquence de choix géopolitiques bien précis. Surtout, elle est un puissant mécanisme de subordination des pays du Sud qui est une forme de nouveau colonialisme.

La dette tue : c'est une véritable arme de destruction massive. En 2004, l'association «Jubilé 2000» qui milite pour la suppression pure et simple de la dette extérieure des peuples du tiers-monde, a calculé que toutes les 5 secondes un enfant de moins de 10 ans meurt, à cause de la dette et de ses conséquences.

UNE FILIÈRE D'AVENIR POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Deux semaines avant le grand retour de François Hollande à Florange, la CGT a organisé une conférence de presse, le 4 novembre

dernier, sur les enjeux de la sidérurgie. Les militants présents sont revenus sur la situation de la filière.

Près de 2 ans après la mise en arrêt «temporaire» de la filière liquide de Florange, conjointement par Mittal et le gouvernement, les mauvais coups contre la sidérurgie Lorraine et nationale continuent de pleuvoir : désorganisation avérée des entités ArcelorMittal France, suite à l'arrêt des hauts fourneaux de Florange, externalisation de l'unité de Recherche de Gandrange, Volonté de cession des produits longs (rails SNCF) de Tata Steel Hayange, inquiétudes sur la poursuite du soutien du gouvernement pour stabiliser AscolIndustrie (Hagondange...).

Bref, la sidérurgie lorraine et nationale continue d'être percutée par des logiques patronales financières de court terme, avec un gouvernement davantage spectateur qu'intervenant, lui qui vient, avec Emmanuel Macron, de supprimer le ministère du Développement productif au profit d'une collaboration avec le patronat, via le pacte de responsabilité, pour davantage de compétitivité sur le dos des salariés.

La CGT souhaite non seulement éclairer sur cette situation insoutenable, mais aussi faire partager ses propositions alternatives pour relancer la sidérurgie et plus globalement l'industrie en Lorraine et pour le pays tout entier. La CGT se doit de faire grandir l'idée que la filière sidérurgie a un potentiel de développement.



Une autre stratégie est possible pour la sidérurgie. Une véritable stratégie industrielle basée sur la réponse aux besoins, en répondant à tous les marchés. La survie de la filière dépend du niveau d'investissement dans les compétences (renouvellement de l'emploi et formation), d'investissement dans les outils de production, dans le niveau de recherche/développement. Or, les industries sont actuellement contrôlées très majoritairement par des financiers qui ne voient que le profit à court terme et détournent la richesse produite par les entreprises. La CGT continue de réclamer des prises de participations publiques dans le capital de nos groupes pour interférer sur la stratégie, le remplacement intégral des départs massifs en retraite, la revalorisation urgente des grilles salariales pour l'attractivité de la filière, la relance de l'apprentissage, une amélioration des conditions de travail pour pouvoir fournir de l'acier de qualité.

La question posée pour la sidérurgie est celle du coût du capital, et les phénomènes de délocalisation progressive contre lesquels nous nous battons. Le coût du travail est un leurre, c'est un concept pour diviser les salariés et leur reprendre les droits sociaux qu'ils ont acquis de longue lutte tout au long de notre histoire (congés payés, contrat CDI, retraite, Sécurité Sociale, ...). La sortie de crise passe par une augmentation des salaires et non l'inverse.

Les salariés doivent pouvoir interférer sur la stratégie et bloquer des décisions qui vont à l'encontre des entreprises et de leurs salariés. La CGT réclame, à cet effet, des droits nouveaux pour les organisations syndicales au sein des comités d'entreprises comme dans les conseils d'administration.

Il est insoutenable de voir un gouvernement, qui a été élu sur la base d'un programme où figurait la relance de l'industrie, distribuer des milliards au patronat sans aucune contrepartie, les laissant poursuivre suppressions d'emplois, désinvestissements et délocalisations.

Ainsi, pourquoi les 26 recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur l'avenir de la filière Acier, faites par l'Assemblée Nationale à l'adresse du gouvernement en juillet 2013, restent-elles lettre morte depuis plus d'un an ? Plusieurs de ces recommandations recourent notre analyse, par exemple l'intervention publique par la prise de capital, le relèvement des budgets R&D, la contrepartie aux aides publiques sous peine de remboursement ou encore le relèvement nécessaire des salaires dans la filière ...

La CGT reste plus que jamais engagée dans la construction du rapport de forces nécessaire pour retourner la situation. Les sidérurgistes lorrains, comme dans tout le pays, avec les salariés de l'industrie, ont toutes les raisons de se mobiliser pour recréer les conditions du changement.

Un état des lieux des grands

ArcelorMittal/Florange Besoin d'embaucher en urgence

La direction fait porter le chapeau aux salariés des problèmes de qualité de nos produits sur Florange en évoquant un manque de compétences. Mais à qui la faute ? Ces problèmes sont la conséquence de la mise en place de leur plan industriel et les conséquences sociales qui en découlent. Ainsi, dans le bilan social, force est de constater le vieillissement des salariés ; 600 salariés ont plus de 57 ans, 550 salariés partiront fin 2016 en retraite. De plus, l'intérim explose. Certains services avec des postes stratégiques (comme le service pont par exemple) sont occupés à plus de 75% par des intérimaires.

Dans ce contexte, «rentabilité, productivité, responsabilité et motivation» sont les seuls leitmotifs de la hiérarchie. Comment être motivé alors que pour améliorer la rentabilité le groupe fait appel au cabinet Mac Kinsey qui a comme seul objectif de supprimer des emplois ? Comment être motivé alors que notre hiérarchie a comme unique intention de développer la polyvalence, d'imposer une mobilité par des changements d'activités et de services ?

Comment être responsable alors qu'on nous annonce l'actualisation de référentiels compétences qui sert de prétexte pour retarder toute évolution de carrière du personnel ? (Au cours du premier semestre 2014, seuls 3,7% du personnel ont été couverts par un changement du coefficient) Comment assurer le transfert des compétences alors qu'il n'y a pas d'embauche de personnel en CDI, aucun contrat de génération ! Comment être rassuré alors que notre hiérarchie a comme défi annuel d'augmenter notre productivité sur Florange en passant de 900t/salarié à 1200t/salarié ! Une hausse de 30% de notre production de brames ? Non, bien sûr une baisse de nos effectifs bien évidemment ! Du «Mittal» quoi. C'est pourquoi, la CGT demande des créations d'emplois pour assurer la production aujourd'hui et surtout l'avenir de la filière sidérurgique en France et donc de l'industrie.



ArcelorMittal/Gandrange La CGT soutient le projet d'une aciérie électrique

Après le plan social de 2008 qui a vu la fermeture de l'aciérie électrique et du laminoir à Blooms, il ne reste plus que 280 salariés sur le site qui en comptait alors 1100. Une bonne partie travaille dans le Laminoir Couronne et Barres (LCB) qui lamine de l'acier venant maintenant de Duisburg en Allemagne à environ 320 km. Comme redouté par la CGT, cet approvisionnement venant d'Outre-Rhin fut rapidement défaillant et mis nos installations en souffrance. Pour pallier à cette situation difficile et précaire, la CGT Gandrange, en collaboration avec le cabinet d'expert économique 3e Consultants, a travaillé, dès 2009, au projet de construction d'une nouvelle aciérie électrique sur le site. Ce projet présenté en 2012, bâti sur une cohérence industrielle et environnementale garde toute sa pertinence aujourd'hui. Il a pour ambition de s'inscrire dans la structuration de la filière des ferrailles de récupération. La France et plus particulièrement la Lorraine regorge de cette matière première : la ferraille de récupération. Alors pourquoi ne pas l'exploiter ici plutôt que de l'exporter à l'étranger ? Il y a là un non-sens économique et écologique. La réflexion de construire une aciérie dépasse maintenant le cadre du site de Gandrange. En effet, avec l'arrêt des hauts fourneaux de Florange, les difficultés actuelles de Tatasteel et d'Ascométal, des convergences d'intérêts existent entre nos quatre sites pour qu'une aciérie électrique voit le jour sur notre territoire. La commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie françaises et européennes, qui a rendu son rapport en juillet 2013 n'en a pas dit moins. Sur les 26 propositions qu'elle préconise de tenir, la quatrième propose de «créer en Lorraine une nouvelle aciérie électrique au meilleur niveau de la technique assurant une production destinée à des marchés de spécialités». Alors, qu'attendent les pouvoirs publics pour construire cette véritable politique industrielle ? Pour la CGT, rien ne se fera sans une prise de conscience des salariés car à Gandrange comme ailleurs, la politique financière de Mittal qui contraint au sous-investissement matériel et humain met en danger réel l'avenir d'une filière industrielle traditionnelle comme la Sidérurgie. L'acier, qui est un matériau d'avenir, reste la pierre angulaire de bien d'autres filières comme le transport (chemin de fer, maritime, routier), l'énergie... Pour l'avenir industriel, il est nécessaire de soutenir ce projet d'aciérie électrique.

Les sites sidérurgistes français



Ascométal 6 mois après la reprise

Ascométal, groupe sidérurgique spécialisé dans les aciers longs, était il y a 10 ans l'un des fleurons de la sidérurgie lorraine et française. Le groupe faisait travailler à lui seul plus de 3000 salariés dont plus de 800 en région Lorraine. En 10 ans, les salariés ont subi 3 changements de propriétaire et 3 plans sociaux qui ont entraîné des fermetures d'outils. Les effectifs sont aujourd'hui inférieurs à 1800, ils continuent de chuter. Des parts de marché ont été perdues de par l'incompétence de nos dirigeants. Aujourd'hui, on demande encore aux salariés de faire des efforts au nom de la «sacro-sainte compétitivité». Les emplois sont depuis trop longtemps utilisés comme variable d'ajustement, et cela ne vient qu'accélérer le déclin de notre entreprise. La dégradation de la rentabilité d'Ascométal n'est pas due à un surcoût de la masse salariale mais aux dysfonctionnements généralisés des outils, qui sont les conséquences des pertes de compétences et du manque d'investissement ! Il est grand temps d'arrêter le massacre. Les salariés ont leur mot à dire sur la gestion et la stratégie économique de leur entreprise. Depuis trop longtemps ils ne font que subir les conséquences des mauvais choix des actionnaires, qui ne pensent qu'à préserver leurs marges et augmenter leurs profits. Des représentants des salariés doivent siéger dans les conseils d'administration des entreprises et ainsi veiller à ce que les intérêts des travailleurs soient respectés !

TATA-Steel Mobilisation pour ne pas tomber dans les mains d'un repreneur

Moins connu que Mittal en France, le géant indien de la sidérurgie, Tata Steel sévit aussi sur le vieux continent européen. Le groupe vient d'annoncer, le 15 octobre dernier, la possible vente du site sidérurgique d'Hayange en Moselle à un homme d'affaires anglo-américain. L'effet de surprise de l'annonce de cette vente a laissé la place à l'inquiétude, quand les 450 salariés ont découvert le nom du repreneur potentiel : le financier Klesch Group. Ce dernier est connu en France pour avoir racheté le pôle vinylique du groupe chimique Arkema, Kem One, en juillet 2012 qui avait fini en redressement financier en mars 2013. Malgré de nombreuses expériences malheureuses pour l'industrie et les salariés (pas pour les actionnaires), la direction persiste à vouloir céder ses parts pour «sauver l'entreprise». La CGT craint que ce repreneur, présenté par la direction, avec sa réputation et sa soif de rentabilité, prenne de mauvaises décisions pour assurer l'avenir industriel du site et de la filière, que ses choix se fassent au détriment de l'intérêt collectif et surtout des salariés. D'autant que le site français est bénéficiaire et très moderne.

Pour la CGT, il faut réagir très rapidement pour mettre en place un projet de reprise qui doit pérenniser l'usine, garantir les emplois avec comme seule vision l'outil de travail et non la spéculation financière destructive d'emplois ayant pour but la rémunération des actionnaires ou une forte plus value à la revente.

Pour la CGT, le repreneur devra garantir les emplois, le site, les investissements et les garanties sociales.



La maîtrise publique de la filière acier est un enjeu stratégique pour l'intérêt de l'industrie

Philippe Verbeke, membre du Bureau fédéral de la FTM-CGT en charge des questions industrielles

L'annonce de l'arrêt des hauts fourneaux de Florange, en 2012, aura remis au centre des débats la question de la maîtrise publique de la filière sidérurgique. Privatisée en 1995, elle est tombée progressivement sous contrôle de multinationales, essuyant des plans de restructurations.

Les décisions de Mittal d'arrêter définitivement les hauts fourneaux de Liège, puis la mise «sous cocon» de ceux de Florange ont relancé le débat de la maîtrise publique de la filière encouragé par le mouvement syndical et ses mobilisations unitaires européennes au sein du groupe.

Face au dogme de surcapacités de production, il y a en effet l'enjeu de préserver les outils de production nationale, afin de pouvoir répondre aux besoins du pays et éviter de tomber dans une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur.

Le rapport Faure («La filière Acier en France et l'avenir du site de Florange»), demandé par Bercy suite à la restructuration de Florange, pointe la nécessaire reprise en main publique de la sidérurgie et développe la proposition d'une recomposition du Capital du groupe, non seulement en France mais en Europe, avec implication des Etats. Ecartant la proposition de nationalisation temporaire, le gouvernement donne son aval à Mittal, non seulement pour arrêter les hauts fourneaux, mais aussi pour amputer une partie du site de Basse Indre, en Loire Atlantique, spécialisé dans les aciers pour emballage.

Début 2013, une commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie est enfin créée. Elle était ré-

clamée par la CGT depuis une dizaine d'années. Son rapport, remis en juillet 2013, affirme la dérive d'une filière aux mains de décideurs privés, enfermés dans des logiques de court terme, l'exigence de rentabilité accrue prenant le pas sur les investissements, l'emploi, la recherche-développement. Parmi les 26 recommandations du rapport figurent clairement prises de participations «significatives» publiques et exigences de contreparties aux aides publiques perçues. Jean Grelier, Président de la Commission conclut : «*il conviendra également de songer à recourir aux nationalisations – même si nous ne saurions nier notre besoin de capitaux internationaux – ainsi qu'aux modalités d'évolution du partenariat entre la puissance publique et la capitalisation des entreprises afin d'atténuer notre perte de souveraineté*».

Ce rapport, unanimement validé par des parlementaires de toutes tendances politiques, n'est malheureusement pas suivi par le gouvernement. En cette fin d'année 2014, en effet, notre sidérurgie continue d'être percutée par des plans de fermetures (Lorraine Tubes, Europipe sur le Dunkerquois, Tata Steel Hayange, ...), par des suppressions d'emplois sur fond de départs massifs en retraite, par une carence en investissements et R&D, par une politique de l'offre au détriment de la demande.

Par ailleurs, lorsqu'on évoque la maîtrise publique, il y a lieu également d'évoquer le pouvoir des salariés dans l'entreprise. Pour susciter l'adhésion, transformer les rapports sociaux, une nouvelle forme d'appropriation collective doit s'accompagner par le développement d'un socle minimum fort (et pas minimal) de droits, de statuts, de salaires, de conditions de travail. Ce socle doit garantir aux salariés, à leurs représentants des droits pour contrebalancer le poids des actionnaires, publics ou privés, dans les décisions tactiques et stratégiques de l'entreprise. Par exemple, en proposant un droit suspensif pour les comités d'entreprises lors d'annonces de plans de restructurations ou de licenciements, la CGT s'inscrit bien dans une volonté de favoriser des alternatives industrielles réfléchies proposées par les salariés eux-mêmes. Il y a effectivement urgence à reprendre publiquement la main, non seulement pour éviter un gâchis sur la filière Acier, mais bel et bien pour éviter des dommages collatéraux au sein de notre industrie toute entière qui reste fortement dépendante d'un approvisionnement fiable et abordable en aciers de toutes sortes.



LES ETATS GENERAUX DU SPATIAL



Réorganisation et projets de rapprochement ne sont pas synonymes de création d'emplois. Au contraire, le projet industriel engagé de rapprochement des activités lanceurs de Safran et d'Airbus inquiète les salariés. Idem pour la grande réorganisation de l'ensemble du secteur touchant aux rôles des agences du CNES, ARIANESPACE et l'ESA. > Bruno Troulet, Conseiller fédéral

Les états généraux du spatial, organisés par la Fédération de la métallurgie et les syndicats de la filière, se sont déroulés, le 25 novembre, au siège du Centre National d'Etudes Spatiales à Paris. Cette réunion a rassemblé les syndicats de sept grands groupes, organisations et entreprises. Au cœur des débats, le rapprochement autour de la création d'une nouvelle entité juridique, type joint-venture entre Safran et Airbus. Ce type de structure est un accord passé entre plusieurs entreprises qui acceptent de poursuivre ensemble un but précis pour une durée limitée. Typiquement, la création d'une joint-venture dans l'industrie est organisée pour analyser et planifier de l'intégration technique et humaine, relocaliser les opérations ou renforcer des compétences dans l'organisation. Un minimum d'entente entre les partenaires sur le fonctionnement de la coentreprise ainsi qu'une vision stratégique commune sur son développement sont toutefois un minimum pour qu'une telle société soit viable. Et pourtant, on apprend dans les échanges que, d'emblée, des établissements basés en Allemagne ne partagent pas tous les objectifs. Et ceci avant même la concrétisation définitive de la joint-venture. Cela commence mal. Expertise et expérience syndicale confortent ici une inquiétude légitime qui se propage chez tous les salariés

Safran/Airbus. L'ensemble des représentants syndicaux s'inquiète de 3 sujets centraux liés à ce rapprochement :

1. la pérennité et le développement des emplois dans chaque site,
2. les statuts des personnels
3. le maintien des équipes de travail et leur cohérence du fait du projet de découpage des activités existantes.

Ces inquiétudes sont renforcées par le fait que l'ambition affichée pour ce projet est de répondre à la concurrence de la société nord américaine Space X annonçant des coûts de lancements plus attractifs. L'objectif de ce projet qui s'annonçait industriel n'est donc que financier, avec l'objectif désormais avoué de réduire les coûts. C'est l'officialisation du cycle habituel avec son cortège d'interrogations et de drames sociaux. Les probabilités d'un triste augure se renforcent avec la réalité des prix de lancements. Ils restent d'une grande opacité avec des interventions étatique sous couvert de la NASA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : ariane6.reference-syndicale.fr

ÉLUS DE CE ET CHSCT, VOS ENJEUX SONT NOS PRIORITÉS

Pour construire ensemble des alternatives viables :

- Emplois et enjeux sociaux
- Conditions de travail et de rémunération
- Droits des salariés et des élus

*Un accompagnement
sur mesure :*

- Appui à la négociation d'accords
- Assistance lors de restructurations
- Conseil et expertise
lors de réorganisations

